

ARRETE DU MAIRE

N° 276 /24 du 02 MAI 2024

Prorogeant l'arrêté n° 169/24 du 22 mars 2024, réglementant provisoirement la circulation sur la RP1 PR08 + 675 à Saint-Louis, Ville du Mont-Dore.

Le Maire de la Ville du MONT-DORE, Officier de Police judiciaire

Vu la Loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie, et notamment les dispositions de ses articles L.131-3 et L.131-4 relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu l'arrêté n°2017-1513/GNC du 4 juillet 2017 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le Code Pénal ;

Vu le code de la route en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n°184/24 du 27 mars 2024 portant délégation de signature au profit du Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore, Monsieur Nicolas OXFORD ;

Vu l'arrêté n° 169/24 du Maire de la Ville du Mont-Dore du 22 mars 2024 ;

Vu la demande de la société RES'EAUX ENVIRONNEMENT représentée par Monsieur Vaina ZAHN en date du 13 mars 2024 ;

Vu le bon de commande de la société INTELECT SERVICES n° BDC 24-243 ;

Considérant qu'il importe de définir les prescriptions en matière de circulation applicables à tous travaux sur la voie publique afin d'assurer le bon déroulement du chantier et de préserver la sécurité des usagers sur les routes en agglomération.

ARRETE

Article 1 – Les dispositions de l'arrêté n°169/24 du 22 mars 2024 sont prorogées pour une durée de cinq (5) semaines à compter de la date du présent arrêté.

Le reste sans changement.

Article 2 - Sanctions : Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux peines contraventionnelles prévues par l'article R.610-5 du Code pénal, sans préjudice le cas échéant, des poursuites judiciaires éventuelles.

Article 3 - Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Mairie, publié sous format électronique.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de NOUVELLE-CALEDONIE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 - L'entreprise RES'EAUX ENVIRONNEMENT, le Chef de la Police Municipale, le Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville, et la Gendarmerie de « Saint-Michel » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le maire et par délégation,
Le Directeur Adjoint des Services Techniques
et de Proximité,

Nicolas OXFORD

AMPLIATIONS

Intéressé(e) (Rés'eaux Environnement) .	1
DAEM	1
Gendarmerie de Saint-Michel	1
Police municipale.....	1
S.A.G (registre et publication)	1